

# RAPPORT D'ACTIVITÉS INTERMÉDIAIRE 1

## No PROJET RÉFÉRENCE FGC : 2023-29

**Intitulé du projet :**

Recherche des alternatives de financement innovant et de développement des exploitations familiales par la stimulation mutuelle, phase 2: RAFIDESTIM 2

**Organisation membre :**

Philea

**Pays de mise en œuvre :**

Burundi

**Partenaire local :**

Association pour la Dignité Paysanne

**Durée de la phase du projet :** du 01.07.2023 au 30.06.2026

**Rapport couvrant la période :** du 01.07.2023 au 30.06.2024

**Date de rédaction du rapport :** 15.08.2024

## 1. ANALYSE DU CONTEXTE

### 1.1 Est-ce qu'au niveau du contexte, des changements significatifs sont à signaler qui pourraient avoir influencé les choix stratégiques du projet (ex. situation économique, emploi, chômage, inflation, période de transition/d'excédent budgétaire, événements politiques et environnementaux, variables de genre, etc.) ?

Le contexte du Burundi aura été particulièrement mouvant au cours de cette première année du projet. Sur pression du FMI, le pays a dévalué la monnaie de 33% pour tenter de rapprocher le cours du marché parallèle de celui officiel, une thérapie qui, au contraire a empiré la situation. Les importations SAD (sans accord de devises) ont fortement renchéri le coût de la vie et précipité les populations dans une grave paupérisation. Les prix des produits de base en une année ont grimpé en moyenne de 2.5 fois, même si les paysans familiaux s'en tirent mieux.

La guerre à l'Est de la RDC a provoqué des tensions entre le Rwanda et le Burundi qui ont causé la fermeture de frontières entre les deux pays, avec un manque à gagner important sur les échanges transfrontaliers.

La grave pénurie de carburant a fortement limité les déplacements à l'intérieur du pays et compliqué le suivi des activités sur terrain.

La production agricole aura été en général bonne en 2023, mais suite à la pénurie des devises, le pays a diminué les quantités d'engrais subventionnés pour l'exercice 2024-2025 et les a supprimées pour l'achat des hybrides de maïs en saison sèche, avec la perspective d'une production locale.

L'achat du maïs par le gouvernement à un prix très élevé (70% de plus que le marché libre) a suscité de grands espoirs auprès des paysans, même si s'observe des retards dans le paiement et des systèmes de corruption inévitables dans de tels mécanismes.

La décision de l'Union européenne vient d'exiger à tout produit entrant sur le marché de l'UE à partir de janvier 2025 d'être certifié zéro déforestation, un processus qui exige la traçabilité de tous les lots de café et de thé et la géolocalisation de toutes les plantations. Un point d'attention très important.

Mais c'est l'interdiction des systèmes communautaires d'épargne et de crédit (AVEC, VSLA, SILC, community banks, MUSO, ...) par la banque centrale qui aura le plus ébranlé le monde rural et déstabilisé le projet et qui a fait l'objet d'un vigoureux plaidoyer de la société civile y impliquée. Si ces organisations ne sont pas interdites (elles sont déclarées enfin licites), une décision claire n'est toujours pas écrite.

Au moment du bouclage de ce rapport, les hautes autorités du pays annoncent fièrement la découverte d'un filon important de coltan et de cassitérite qui, s'il s'avère fondé tirerait le pays du marasme actuel. Est annoncé également la fin de la pénurie de carburant suite à des arrangements avec des raffineries sans intermédiaires, même si la concrétisation semble prendre du temps.

**Tableau 1. Suivi synthétique du cadre logique pour les rapports de projets de développement**

LOGIQUE D'INTERVENTION <i>(Reprendre les éléments présentés dans le cadre logique)</i>	INDICATEURS			COMMENTAIRES et CONCLUSIONS
	Ligne de base	Planifiés <i>(Reprendre les éléments présentés dans le cadre logique)</i>	Atteints	
<p><b>OBJECTIF GÉNÉRAL/IMPACT</b></p> <p>Contribuer à l'amélioration durable de la dignité paysanne</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>IND 1</u> : 15%</li> <li>• <u>IND 2</u> : 33</li> <li>• <u>IND 3.0</u></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>IND 1</u> : 35% des bénéficiaires peuvent couvrir leurs besoins alimentaires toute l'année</li> <li>• <u>IND 2</u> : Le nombre moyen des amis/groupes/Institutions/Partenaires des bénéficiaires qui peuvent leur venir au secours en cas de difficulté à égalité entre les hommes et les femmes passe de 33 à 50.</li> <li>• <u>IND 3</u> : De nouveaux réseaux /partenariats sont intégrés par au moins 50% des GSEM (mise à échelle du présent)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>IND 1</u> : 26%</li> <li>• <u>IND 2</u> : Mal documenté</li> <li>• <u>IND 3. 100%</u></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 89% ont une période de soudure inférieure à trois mois, un progrès très important, mais qui peut fluctuer d'année en année</li> <li>• Pour 30% n'appartiennent à aucun réseau, 34% un réseau, 27% deux réseaux, 8% trois réseaux tandis 1% ont plus de trois réseaux</li> <li>• Tous les GSEM ont intégré des coopératives collinaires et se préparent à intégrer des coopératives zonales</li> </ul>
<p><b>OBJECTIFS SPÉCIFIQUES (2 maximum)</b></p> <p><u>OS 1</u> : Promouvoir des modèles multiformes qui participent à l'amélioration du vécu et du vivre ensemble des petits paysans burundais</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>IND 1</u> : 1</li> <li>• <u>IND 2</u> : 56%</li> <li>• <u>IND 3</u> : 0</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>IND 1</u> : Au moins trois modèles promus ont été validés par les pouvoirs publics et ou les agences comme porteur d'améliorations durables pour les populations</li> <li>• <u>IND 2</u> : 90% des bénéficiaires ont investi les revenus dans l'amélioration de leurs conditions sociales (mutuelle de santé, amélioration de l'habitat, Foyers améliorés et énergies renouvelables, hygiène (toilettes en particulier), acquisition de serviettes hygiéniques pour les femmes, etc.) à égalité entre les hommes et les femmes,</li> <li>• <u>IND 3</u> : Une méthodologie scientifiquement éprouvée pour vaincre la faim et la pauvreté est publiée et diffusée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>IND 1</u> : 2/3 (subvention directe des paysans), microfonds d'investissement et FPAE</li> <li>• <u>IND 2</u> : ND</li> <li>• <u>IND 3</u> : Recherche en cours</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le financement direct des ménages a été jugé comme une piste intéressante par le gouvernement et va être testé à grande échelle par les agences onusiennes, le microfonds a été adopté par la MDE d'ADISCO comme une alternative intéressante au crédit ; d'autres cherchent à imiter le fonds pérenne avec risque de le pervertir</li> <li>• Les investissements visant l'amélioration de la qualité de vie n'ont pas encore eu d'impact visible cette première année. Néanmoins la stimulation mutuelle a produit quelques améliorations ..</li> </ul>

LOGIQUE D'INTERVENTION <i>(Reprendre les éléments présentés dans le cadre logique)</i>	INDICATEURS			COMMENTAIRES et CONCLUSIONS
	Ligne de base	Planifiés <i>(Reprendre les éléments présentés dans le cadre logique)</i>	Atteints	
<p><b>RÉSULTATS</b></p> <p><b>Résultat 1 :</b> Les systèmes de financement alternatifs et novateurs des exploitations familiales (EF) jugés les plus prometteurs de la première phase sont soumis à des tests scientifiques rigoureux, validés et adoptés par les programmes et politiques nationaux.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>IND1 : 0</li> <li>IND 2 : 80%</li> <li>IND 3 : -/90%</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>IND 1 : Une publication scientifique qui valide ces résultats</li> <li>IND 2 : Le niveau de régularité de l'épargne dans les GSEM atteint 95% à égalité entre les hommes et les femmes</li> <li>IND 3: Un fonds pérenne pour l'amélioration des EFI est adopté par 90% des bénéficiaires à égalité entre les hommes et les femmes et remboursé à 95%</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>IND1 : Prévu en année 3</li> <li>IND 2 : 94%</li> <li>IND 3 : 100%/100%</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La recherche en collaboration l'université du Burundi sur les systèmes de financement suit son cours</li> <li>L'indicateur est déjà presque atteint, même si des facteurs externes peuvent l'influencer</li> <li>Tous les membres des GSEM investissent dans le FPAE. Une somme de 14 013 852 BIF est déjà épargnée avec une moyenne de 333 618 BIF par GSEM à Gitega, 261 341 BIF à Ndava et 136 015 BIF à Nyabihanga</li> </ul>
<p><b>Résultat 2 :</b> Les meilleurs choix et associations de spéculations prometteuses permettant d'assurer la continuité de l'alimentation, des revenus et de la fertilité soumis aux tests scientifiques rigoureux, sont publiés dans des revues scientifiques et adoptés par 80% des bénéficiaires.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>IND 1 : 2%/7%/64%</li> <li>IND 2 : 36%/BIF 177'985</li> <li>IND 3 : 62%/-/0%</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>IND 1 : 30% des paysans accompagnés ont développée des EFI au TOP, 60% au niveau 2 et 95% au niveau basique</li> <li>IND 2 : Trois filières orientées marché au sein des EFI permettant de tripler les revenus des paysans sont adoptés par 80% des ménages accompagnés dont une spécifique aux femmes</li> <li>IND 3 : Au moins 90% des ménages ont adopté une mesure d'adaptation aux changements climatiques parmi lesquelles : un système antiérosif, plantation d'au moins vingt arbres agroforestiers ou d'un micro boisement et un système de micro- irrigation à égalité entre les hommes et les femmes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>IND 1 : 8%/37%/66%</li> <li>IND 2 : Non encore traité</li> <li>IND 3 : 100%/-/100%</li> </ul>	<p>Les EFICC accusent de bons progrès</p>

LOGIQUE D'INTERVENTION <i>(Reprendre les éléments présentés dans le cadre logique)</i>	INDICATEURS			COMMENTAIRES et CONCLUSIONS
	Ligne de base	Planifiés <i>(Reprendre les éléments présentés dans le cadre logique)</i>	Atteints	
<p><b>Résultat 3</b> : Les politiques et programmes agricoles deviennent plus favorables aux petits paysans grâce à la veille et au plaidoyer de l'observatoire des politiques agricoles</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>IND 1</u> :6/an</li> <li>• <u>IND 2</u> : (1)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>IND 1</u> : L'observatoire des politiques agricoles a publié 8 notes (dont au moins deux en faveur des femmes) par an et deux dossiers complets de plaidoyer</li> <li>• <u>IND 2</u> : Les actions de plaidoyer ont permis de faire évoluer au moins deux mesures programmatique/politique en faveur des petits paysans/paysannes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>IND 1</u> :17/an</li> <li>• <u>IND 2</u> : 3</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le site a été l'objet de piratage de juillet à novembre 2023</li> <li>• Le plaidoyer en faveur de l'agriculture familiale a permis de modifier les TDR de l'étude de faisabilité sur la mise en place des agropoles par la BAD en y introduisant le lien avec l'agriculture familiale. L'étude a fini par mobiliser des coopérations importantes : FIDA, Banque Mondiale, coopération hollandaise</li> <li>• Le plaidoyer sur le financement direct des ménages va être testé à grande échelle par le système des Nations unies dans un projet quinquennal avec l'appui conseil d'ADIP</li> <li>• Le plaidoyer sur les systèmes d'épargne-crédit communautaire a obligé la banque centrale à faire marche-arrière en reconnaissant qu'ils sont licites, mais tente de sauver la forme par des gestes de diversion</li> </ul>
<p><b>Résultat 4</b> : Des systèmes de structuration paysanne permettant une meilleure appropriation du projet (et en particulier des fonds), et d'assumer des fonctions en aval (achats groupés des intrants, vente groupées, transformation) sont testés, évalués et capitalisés (OPA de type asbl, coopérative, PMI sur modèle crowdfunding)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>IND 1</u> : 0 système testé</li> <li>• IND 2. 0 capitalisation</li> </ul>	<p>IND1. 3 systèmes testés</p> <p>IND 2 : 2 systèmes capitalisés</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>IND 1</u> : 1 système en test</li> <li>• IND 2. 0 capitalisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• C'est le système des coopératives qui a été choisi au niveau collinaire et celui de PMI au niveau zonal</li> <li>• La capitalisation ne pourra avoir lieu qu'en année 3</li> </ul>

ACTIVITÉS		COMMENTAIRES et CONCLUSIONS
Activités planifiées	Activités réalisées	
R1 Activité 1 : Organiser un test pour évaluer les capacités des stimulateurs et des secrétaires des GSEM, décider de leurs capacités et développer un modèle de renforcement mutuel	réalisée	Neuf stimulateurs ont été remplacés pour incompétence. Un nouveau poste de coach des stimulateurs a été créé.
R1 Activité 2 : Organiser un atelier de lancement et de compréhension commune de la nouvelle phase	réalisée	Cet atelier capital a permis de produire un guide méthodologique pour toutes les interventions. Il a fortement amélioré et harmonisé la compréhension du projet
R1. Activité 3 : Organiser un atelier de rédaction participative des protocoles détaillés des modèles les plus porteurs en collaboration avec le département d'économie rural de l'université	réalisée	Un protocole qui va guider toute la recherche a été élaboré en plusieurs séances, la première collecte de données a été réalisée en juillet 2024.
R1. Activité 4 : Former les formateurs sur les protocoles développés	Réalisée	Le développement des protocoles de recherche a été réalisé de façon participative et du coup a rendu cette activité délicate
R1. Activité 5 : Former les formateurs et les stimulateurs sur l'autopromotion et les modèles de projets entrepreneuriaux et leur gestion	Non encore réalisée	Reportée en deuxième année. Une décision de la BRB de mettre fin aux associations villageoises d'épargne et de crédit nous a contraints d'aller d'abord vers la structuration en suspendant d'autres activités
R1. Activité 6: Former les bénéficiaires sur l'autopromotion les modèles de projets entrepreneuriaux et leur gestion	Non encore réalisée	Idem que supra
R1. Activité 7 : Assurer le suivi continue des bénéficiaires et de leurs groupements à travers la mise en place et l'appui au fonctionnement d'un système de suivi-évaluation participatif	Continue	Le pays et donc le projet fait face néanmoins à des gros problèmes de disponibilité du carburant
R1. Activité 8 : Organiser des missions conjointes de suivi avec les chercheurs de l'université et les décideurs locaux	Réalisées et continue	3 missions réalisées
R1. Activité 9 : Organiser des rencontres de rédaction de la systématisation des résultats en vue du plaidoyer	Non encore réalisée,	Prévu 2 <sup>ème</sup> et 3 <sup>ème</sup> année Mais premières récoltes de données en juillet 2024
R1. Activité 10 : Organiser des rencontres de rédaction des articles scientifiques et des rapports techniques	Non encore réalisée,	Prévu 2 <sup>ème</sup> et 3 <sup>ème</sup> année Mais premières récoltes de données en juillet 2024
R1. Activité 11: Financer la publication des articles dans une revue scientifique de haut niveau	Non encore réalisée	Prévue en troisième année

ACTIVITÉS		COMMENTAIRES et CONCLUSIONS
Activités planifiées	Activités réalisées	
R2. Activité 1 : Organiser un atelier de rédaction participative des protocoles détaillés des modèles les plus porteurs en collaboration avec le département d'économie rural de l'université	réalisée	
R2. Activité 2 : Former les formateurs sur les protocoles développés	Non réalisée	Le développement des protocoles de recherche a été réalisé de façon participative et du coup a rendu cette activité désuète
R2. Activité 3 : Former et recycler régulièrement les stimulateurs sur les techniques de stimulation mutuelle	Réalisé Partiellement	Au cours de l'atelier sur la compréhension de la seconde phase
R2. Activité 4 : Assurer la formation avancée en EFI des conseillers des stimulateurs et des cadres	Non encore réalisée	Prévue en deuxième année
R2. Activité 5 : Assurer la formation en EFI avancée de tous les bénéficiaires	Non encore réalisée	Deuxième année
R2. Activité 6 : Assurer des formations techniques spécifiques (LAE, compostage, agroécologie, changements climatiques)	Réalisée partiellement, mais continue	Une formation sur l'élevage améliorée des porcs et des lapins, une formation sur la conduite café durable avec production de capsules vidéo
R2. Activité 7 : Organiser un atelier avec les cadres, quelques stimulateurs et quelques bénéficiaires et les représentants des administrations locales pour fixer les règles qui gouvernent le fonds pérenne intrants	Réalisé partiellement	Au cours de l'atelier sur la compréhension de la seconde phase
R2. Activité 8 : Former les bénéficiaires sur les protocoles de recherche et les règles qui gouvernent le fonds pérenne intrants.	Réorienté pour les protocoles Réalisé pour le fonds pérenne	Au cours de l'atelier sur la compréhension de la seconde phase
R2. Activité 9 : Appuyer les bénéficiaires à planifier les améliorations de leurs exploitations et assurer le suivi permanent des bénéficiaires et des exploitations	Continue	Réalisé et en prime une formation approfondie de champions pour servir de modèles
R2. Activité 10 : Organiser un atelier avec le staff et les représentants des bénéficiaires pour décider de nouvelles règles d'appui à l'atténuation des effets du changement climatique, ainsi que le microfonds d'investissement	Non réalisé	Sacrifié au profit de la structuration devenue urgente

ACTIVITÉS		COMMENTAIRES et CONCLUSIONS
Activités planifiées	Activités réalisées	
R2. Activité 11 : Organiser des missions conjointes de suivi avec les chercheurs de l'université	Réalisée et continue	Mais mieux redéfinir les objectifs de ces missions
R2. Activité 12 : Organiser des rencontres de rédaction de la systématisation des résultats en vue du plaidoyer	Non encore réalisée	Deuxième et troisième année
R2. Activité 13 : Organiser des rencontres de rédaction des articles scientifiques	Non encore réalisée	Deuxième et troisième année
R2. Activité 14 : Financer la publication des articles dans une revue scientifique de haut niveau	Non encore réalisée	Troisième année
R3. Activité 1 : Organiser des missions de prospection sur les grandes préoccupations paysannes	réalisée	Trois missions de prospection sur les grandes préoccupations paysannes ont été organisées
R3. Activité 2 : Publier des notes régulières d'information ou d'alerte sur les questions agricoles	réalisée	17 notes publiées
R3. Activité 3 : Organiser deux campagnes de plaidoyer et de lobbying (dont le financement direct des ménages et la défense de l'agriculture familiale) : Etudes, restitution, publications, lobbying auprès des ministères et des bailleurs de fonds	réalisée	Défense de l'agriculture familiale face aux agropoles Financement direct des ménages Interdiction des systèmes d'épargne communautaires Les maladies des cultures fruitières
R3. Activité 4 : Participer dans les réseaux de plaidoyer	réalisée	Membre fondateur du PELUM Burundi et pose de secrétaire Leader du plaidoyer sur agriculture familiale, financement direct des ménages et systèmes communautaires d'épargne-crédit Participation aux rencontres du GPA
R4. Activité 1 : Organiser un atelier de choix participatif de systèmes de structuration privilégiés par les bénéficiaires pour test et en élaborer les protocoles de recherche-action	Réalisée	

ACTIVITÉS		COMMENTAIRES et CONCLUSIONS
Activités planifiées	Activités réalisées	
R4. Activité 2 : Organiser des missions de sensibilisation et de structuration des modèles choisis	Réalisée	
R4. Activité 3 : Organiser des missions pour appuyer l'élaboration participative des textes réglementaires régissant ces organisations : statuts, Règlement d'ordre intérieur, système de gestion	Réalisée et continue	
R4. Activité 4 : Organiser un atelier d'appui à l'élaboration d'un plan d'action et de développement de ces organisations	Non encore réalisée	Deuxième année
R4. Activité 5 : Organiser des missions pour appuyer la mobilisation des ressources endogènes de ces systèmes	Réalisé	Décision concertée de prélever sur le matching pour tous ceux qui seront matchés. Les autres devront mettre la main à la poche.
R4. Activité 6 : Former les élus sur la gestion d'une organisation	Partiellement Réalisée	Seuls les fondamentaux ont été donnés pour permettre de démarrer
R4. Activité 7 : Doter ces organisations d'un fonds de démarrage de leurs actions : Petite transformation (PMI), achats et ventes groupées, etc.	Non encore réalisé , sauf pour le fonctionnement	Prévu en année 2 et 3
R4. Activité 8 : Assurer le suivi-accompagnement de ces organisations	Non encore réalisé	Prévu en année 2 et 3

## 2. BÉNÉFICIAIRES

### 2.1. Nombre total de bénéficiaires directs effectivement atteints par le projet :

590 bénéficiaires sur 650 attendus. Certains ont quitté les groupements pour des raisons diverses, l'exode rural en tête suite à l'acquisition d'un capital pour se lancer, suivi de mauvaise foi dans le remboursement. Les groupes enregistrent néanmoins de très nombreuses demandes.

#### dont nombre de femmes :

Sur les 590 bénéficiaires, 355 sont des femmes soit 60%.

### 2.2. Nombre estimé de bénéficiaires indirects :

Si l'on s'en tient à la dernière directive de la FGC (population dans l'aire d'intervention du projet : les trois communes) , le dernier recensement date de 2008 (un nouveau vient juste de commencer) et les projections très approximatives donneraient 550'000 personnes, sans compter les villes ; une donnée qui va fortement changer suite au recensement.

## 3. PROGRÈS, OBSTACLES ET MESURES ADOPTÉES (EN RELATION AVEC LES OBJECTIFS ET RÉSULTATS PRÉVUS)

### 3.1. Quels sont les principaux progrès observés, y compris ceux non prévus par le projet ? Qu'est-ce qui a été déterminant dans la progression du projet ?

Nous présentons ci-dessous des éléments très synthétiques, les détails dont quelques-uns très techniques figurent en annexe

#### 3.1.1 Résultat 1 : Des systèmes de financement alternatifs des exploitations familiales (EF) sont testés, comparés, capitalisés et systématisés

- On constate une augmentation des montants mensuels de cotisations/mois et par individu (25% à Gitega, 58% à Ndava et 144% à Nyabihanga pour espérer bénéficier d'un matching plus élevé. Ce qui a conduit au mauvais remboursement de ces fonds avec un risque réel de surendettement.
- Les taux de présences et d'épargne dans les GSEM restent élevés à plus de 90%, sauf à Nyabihanga toujours difficile à gérer
- Le niveau global du remboursement du fonds EFI a diminué et se situe à 71% à Ndava, 71% à Gitega et 53% à Nyabihanga. Cet indicateur clé indique que le système en cours de développement ne conviendra au final qu'à près de 70% et va nous obliger à plafonner les épargnes au niveau médian en fonction de la commune. On observe également que la performance du remboursement est fortement influencé par la qualité de l'animation. Certains GSEM remboursent quasi parfaitement alors que d'autres ne remboursent presque pas. On a également remarqué ici et là des complicités négatives pour ne pas rembourser. Le lien entre le montant à rembourser et le taux de remboursement n'est pas avéré. Il n'existe aucune corrélation entre ce montant et le taux de remboursement comme nous l'avions cru, mais uniquement avec la qualité de l'animation, la stimulation mutuelle. Nous allons commanditer une étude mieux détaillée sur cette question cruciale pour le système.
- Le taux de remboursement est également plombé par des abandons relativement importants. L'amélioration durable des exploitations, en particulier à travers la bananeraie et l'élevage

gènèrent des ressources relativement stables qui donnent des ailes à certains maris qui décident de migrer vers les villes. Un phénomène déjà décrit dans d'autres contextes notamment au Burkina Faso<sup>1</sup>. La foi dans l'agriculture reste donc finalement limitée. Ce sont les riches qui remboursent mal et en particulier les maraichers.

- Crédit campagne basé sur l'effort de l'épargne : le matching. C'est ce processus qui sert de fondation au projet en facilitant aux paysans l'accès au crédit dans des conditions très souples. Le matching constitue un incitant (un "pull", au sens américain du terme) intéressant pour l'épargne et le remboursement. Mais comme les montants à gagner restent largement supérieurs au crédit, les personnes vicieuses en profitent pour ne pas rembourser.
- Le système a en tout cas déjà fait ses preuves, puisqu'il permet d'accéder à des montants non négligeables qu'un paysan ne pourrait pas espérer
- En vue de protéger le fonds EFI pour le réserver exclusivement à l'amélioration des exploitations agricoles, les bénéficiaires ont reçu sans contrepartie un fonds proche de 70.000 BIF pour développer des activités non agricoles (le fonds dit entrepreneurial). Ces activités portent la fabrication du vin de banane (91%), l'engraissement des porcs (59%), la revente des produits agricoles sans les avocats (57%), la revente des avocats (29%), la transformation des produits agricoles (19%), l'engraissement des chèvres (16%) et des vaches (9%) sur la fameuse embouche bovine d'Afrique de l'Ouest, la fabrication du charbon de bois et l'élevage des géniteurs males de vaches (2%). Il s'agit donc d'activités fortement liées à l'agriculture sans nécessairement exiger des terres, le principal facteur limitant au Burundi.

Les marges bénéficiaires sont encore faibles comme le montre le tableau 2.

Tableau 2. Marge bénéficiaires des activités entrepreneuriales

	Gitega	Ndava	Nyabihanga	Total
Marge bénéficiaire de moins de 5 000 BIF par mois	21%	58%	46%	41%
Marge bénéficiaire entre 5 000-7 500 BIF par mois	47%	29%	38%	38%
Marge bénéficiaire entre 7500 – 10 000BIF par mois	19%	9%	15%	15%
Marge bénéficiaire de plus de 10000 BIF par mois	13%	3%	1%	6%

Quant au remboursement du crédit octroyé par ADIP, le tableau 3 montre la situation

Tableau 3. Remboursement du fonds entrepreneurial

	GITEGA	NDAVA	NYABIHANGA	TOTAL
Montant à rembourser	9799088	8858829	4298730	22956647
Montant remboursé	7282607	6456071	4239933	17978611
Taux de remboursement	74%	73%	99%	78%

Les objectifs de ce financement supplémentaire est de permettre aux bénéficiaires de diversifier leurs sources de revenus pour assurer une protection du fonds de crédit dédié à l'amélioration des exploitations agricoles, d'offrir une certaine résilience face aux aléas agricoles, apporter des revenus supplémentaires aux paysans qui disposent de peu de terres et dégager des revenus pour permettre une amélioration rapide de la qualité de vie des membres. Un programme ambitieux, donc, malgré les montants limités

On dénote donc une forte concentration des activités autour du brassage de la bière de banane (91%) et de l'engraissement porcin (59%), une faible diversification et une faible innovation. Les marges bénéficiaires restent également très faibles.

Nous comptons sur la formation en entrepreneuriat prévue en deuxième année pour mieux structurer ce volet.

<sup>1</sup> Antoine Sawadogo que je cite dans mon livre :Pour la dignité paysanne.

L'autre front important porte sur **la constitution du fonds pérenne pour l'amélioration des exploitations agricoles (FPAE)**. L'idée ici est de constituer sur six à sept ans un fonds équivalent à celui du matching afin de pérenniser le système à la fin du projet ou pour ceux qui le souhaiteront de l'utiliser comme un fonds de garantie auprès d'une IMF. Le tableau qui suit présente la situation du fonds.

Tableau 4. Situation du fonds pérenne pour l'amélioration des exploitations (FPAE)

	Gitega	Ndava	Nyabihanga	Total
<b>Montant</b>	6 338 737	5 226 841	2 448 274	<b>14 013 852</b>
<b>Moyenne</b>	333 618	261 342	136 015	<b>245 857</b>
<b>Médiane</b>	333 618	245 872	136 122	<b>244 084</b>

En fin de première année, les montants de Gitega et Ndava représentent près du quart des besoins actuels en matching et la médiane très proche de la moyenne, ce qui traduit une évolution similaire pour l'ensemble des GSEM. Ces montants sont également très proches de ceux attendus, sauf Nyabihanga qui accuse un déficit notable.

Il s'agit d'une initiative originale prometteuse, même si ADIP traîne les pieds pour placer ces fonds sur un compte rémunéré, suite au retard que prend la structuration qui permettrait d'avoir des signataires légitimes des paysans à travers la structuration de second et troisième niveau.

En conclusion, si l'on peut se réjouir que les mécanismes qui régissent ces différents fonds sont aujourd'hui clarifiés et maîtrisés, le défi restera actuellement le taux de remboursement qui devrait rapidement s'améliorer et qui semble dépendre de la qualité de l'animation, un facteur exogène sur lequel notre emprise reste limitée. Le matching, le FPAE et le fonds entrepreneurial restent des outils robustes qui ont fait leurs preuves pour contribuer à vaincre la pauvreté, mais qui nécessitent d'être renforcés.

Comme déjà expliqué, le mauvais remboursement est concentré sur quelques GSEM et curieusement ce sont les plus riches, au moins à Gitega et Ndava, Nyabihanga étant toujours englué dans ses problèmes récurrents.

**Une hypothèse importante à tester serait que finalement l'approche ne pourrait réussir que pour des paysans ni trop riches (Colline Karenda et Mirama de Gitega, par exemple) composé de maraichers ni trop pauvres (Buhogo à Nyabihanga) et donc pour 70% des paysans. Ce serait déjà une bonne performance.**

### **3.1.2 Résultat attendu 2 : Les meilleurs choix et associations de spéculations prometteuses permettant d'assurer la continuité de l'alimentation, des revenus et de la fertilité soumis aux tests scientifiques rigoureux, sont publiés dans des revues scientifiques et adoptés par 80% des bénéficiaires.**

Les tableaux qui suivent présentent les évolutions du cheptel, des arbres forestiers et agroforestiers, puis des bananiers et des compostières, les principales composantes durables de l'exploitation et ce depuis le début de la seconde phase du projet en juillet 2023 à juin 2024.

Tableau 5. Evolution du cheptel

Commune	Période	Effectif	Nombre de vaches	Moyenne vache par ménage	Nombre de chèvres	Moyenne chèvres par ménage	Nombre de porcs	Moyenne porcs par ménage
Ndava	juil-23	220	245	1,11	299	1,36	239	1,09
	déc-23	219	253	1,16	337	1,54	277	1,26
	juin-24	212	254	1,20	355	1,67	316	1,49

Nyabihanga	juil-23	161	144	0,89	230	1,43	172	1,07
	déc-23	170	155	0,91	266	1,56	195	1,15
	juin-24	180	174	0,97	428	2,38	286	1,59
Gitega	juil-23	214	85	0,40	464	2,17	234	1,09
	déc-23	209	93	0,44	497	2,38	261	1,25
	juin-24	198	100	0,51	479	2,42	290	1,46

Tableau 6. Evolution de la composante arbre pérennes

Commune	Période	Effectif	Nombre d'arbres fruitiers	Moyenne arbres fruitiers par ménage	Nombre d'arbres agroforestiers	Moyenne arbres agroforestiers par ménage
Ndava	juil-23	220	1 026	4,66	4 626	21,03
	déc-23	219	1 908	8,71	5 518	25,20
	juin-24	212	2 198	10,37	7 386	34,84
Nyabihanga	juil-23	161	1 381	8,58	3 164	19,65
	déc-23	170	2 066	12,15	5 445	32,03
	juin-24	180	2 256	12,53	4 234	23,52
Gitega	juil-23	214	4613	21,56	6679	31,21
	déc-23	209	6033	28,87	8874	42,46
	juin-24	198	7162	36,17	9296	46,95

Tableau 7. Evolution des bananiers et compostières

Commune	Période	Effectif	Moyenne bananiers par ménage	Nombre de compostières	Moyenne compostières par ménage
Ndava	juil-23	220	9,25	263	1,20
	déc-23	219	9,66	301	1,37
	juin-24	212	11,47	260	1,23
Nyabihanga	juil-23	161	13,61	172	1,07
	déc-23	170	19,67	198	1,16
	juin-24	180	21,11	208	1,16
Gitega	juil-23	214	23,01	466	2,18
	déc-23	209	23,56	513	2,45
	juin-24	198	25,84	410	2,07

Ces tableaux indiquent des progrès remarquables dans l'amélioration des élevages et en particulier pour les porcs et les chèvres (30% en moyennes par ménage), de même que les arbres fruitiers qui ont quasi doublé, alors que le nombre de compostières stagne, voire diminue.

Quant au bananier, la culture "noyau" alors que les moyennes par ménage ont fortement augmenté dans les communes de Ndava et Nyabihanga, on assiste à une quasi-stagnation à Gitega qui avait fortement progressé auparavant. Une situation qui s'explique par la limite des terres. Aller au-delà de 25 bananiers diminuerait la superficie à consacrer aux cultures alimentaires et provoquer ainsi le contraire de l'effet recherché. Une belle illustration des équilibres à maintenir entre les composantes au sein de l'EFI.

Quant aux cultures spéculatives, le maraîchage (en particulier l'aubergine africaine, la choux et la tomate) prennent le devant, suivi du petit élevage de lapins et de cobayes. Les cultures comme la canne

à sucre et le prunier sont occupent aussi une part significative. D'autres cultures comme l'arachide expressément introduit en faveur des femmes sont en émergence.

Malgré ces évolutions importantes, elles restent peu impressionnantes pour le visiteur étranger à cause de la taille modique des exploitations. L'administration à la recherche d'activités "visibles et visitables" commence même à en contester l'intérêt, mais le bénéfice qu'en tirent les paysans est considérable. Mais c'est sans compter avec les superficies des paysans. Les mesures que nous venons d'effectuer systématiquement sur 215 exploitations des bénéficiaires ont montré que la médiane des superficies sur les collines est de 3778.51 m<sup>2</sup> sur la colline, 201.64 en boisements et 518 m<sup>2</sup> dans les marais. Si l'on sait qu'il faudrait garder un minimum de 2500m<sup>2</sup> pour assurer l'alimentation du ménage en haricots, maïs, patates douces, manioc et légumes, les marges de manœuvre restent très tenues.

Dans un atelier de réflexion sur les défis du RAFIDESTIM avec toute l'équipe du projet, il a été décidé d'accompagner quelques « champions » dans chaque commune qui pourraient servir de tape-l'œil. Le danger qui guetterait alors le projet d'abandonner insidieusement les plus pauvres qui restent l'objet principal de cette recherche-action. Un important point d'attention pour l'équipe qui me succèdera sous peu.

### **Amélioration de la qualité de vie**

Les revenus des activités entrepreneuriales censés financer les projets d'amélioration de la qualité de vie n'ont pas encore produit les résultats escomptés. Mais la stimulation mutuelle continue à influencer quelque peu l'amélioration de l'habitat et des latrines.

#### **3.1.3 Résultat attendu 3 : Les politiques et programmes agricoles deviennent plus favorables aux petits paysans grâce à la veille et au plaidoyer de l'observatoire des politiques agricoles**

Le volet plaidoyer a réalisé un travail remarquable au cours de cette première année de la seconde phase, au point que l'on pourrait dire que l'ADIP en a pris le lead au sein de la société civile agricole au point que le site d'ADIP ([www.adip.burundi.org](http://www.adip.burundi.org)) a été l'objet de piratage de juillet à novembre 2023

- Le plaidoyer en faveur de l'agriculture familiale a permis de modifier les TDR de l'étude de faisabilité par la BAD sur la mise en place des agropoles en y introduisant le lien avec l'agriculture familiale. L'étude a fini par mobiliser des coopérations importantes : FIDA, Banque Mondiale, coopération hollandaise.
- Le plaidoyer sur le financement direct des ménages après la publication du livret : le financement direct des ménages au Burundi, une utopie ou un must va être testé à grande échelle par le système des Nations unies dans un projet quinquennal avec l'appui conseil d'ADIP
- Le plaidoyer sur les systèmes d'épargne-crédit communautaire a obligé la banque centrale à faire marche-arrière en les reconnaissant finalement licites, mais tente de sauver la forme par des initiatives de diversion
- D'autres actions moins intenses ont été conduites notamment la sonnette d'alarme sur les maladies des cultures fruitières que le ministère a choisi d'ignorer, nous dit-on faute de solutions durable, malgré des promesses de quelques coopérations d'apporter un appui

ADIP a également participé à la création du PELUM Burundi qui rejoindra maintenant qu'il vient enfin d'être agréé le réseau PELUM de l'Afrique australe et de l'Est.

ADIP a également poursuivi sa participation comme membre actif au GPA.

**3.1.4 Résultat attendu 4. Des systèmes de structuration paysanne permettant une meilleure appropriation du projet (et en particulier des fonds), et d'assumer des fonctions en aval (achats groupés des intrants, vente groupées, transformation) sont testés, évalués et capitalisés (OPA de type asbl, coopérative, PMI sur modèle crowdfunding)**

Suite à l'interdiction des groupements d'épargne et de crédit et avec l'autorisation de la FGC, nous avons accéléré la mise en place d'organisations de second niveau de type coopérative et/ou PMI.

C'est ainsi que 14 coopératives collinaires ont introduit des demandes d'adhésion auprès de l'agence nationale en charge des coopératives dont seulement deux ont été traités à ce jour.

**3.2. Si vous (OM, partenaires, bénéficiaires ou équipe – à préciser) avez rencontré des obstacles durant l'exécution du projet, décrivez-les et expliquez les mesures adoptées pour les surmonter :**

Juste au lancement du projet, la Banque de la République du Burundi (BRB) a interdit le fonctionnement des systèmes d'épargne et de crédit communautaires en les assimilant à des systèmes pyramidaux de blanchiment d'argent qui participeraient à la déstabilisation des banques et IMF classiques.

Cette mesure nous a contraints à anticiper la structuration des Groupes de Stimulation et d'Entraide Mutuelle (GSEM) en coopératives dès la première année, une étape initialement prévue pour la troisième année. Cette réorganisation prématurée (qui a reçu l'accord de la FGC) a entraîné des retards dans d'autres activités importantes, ainsi que des déséquilibres budgétaires sur l'année.

Mais c'est surtout le contexte macroéconomique très défavorable qui pose problème avec une inflation galopante, la dévaluation de la monnaie et la démonétisation des grosses coupures qui entraîne une grave paupérisation des populations, rendant le projet encore plus pertinent, tout en limitant en même temps l'impact. Le système d'importation SAD (sans accord des devises et donc l'obligation de les acheter sur le marché parallèle) aura conduit à la multiplication des prix par 1.8 fois en moins d'une année (un euro passant de 4000 franc à 7400 aujourd'hui). Il faut néanmoins reconnaître que les paysans qui peuvent aussi augmenter les prix de leur production, même s'ils ne peuvent pas suivre le rythme de l'inflation s'en tirent mieux que ceux qui dépendent du marché.

S'en est suivi une grave pénurie du carburant qui a fortement limité le suivi des activités sur terrain et donc impacté les effets du projet.

La situation est amplifiée par une intense spéculation sur les locations des voitures, l'ADIP ne disposant pas de voiture propre.

Comme déjà expliqué dans le DTF (dossier technique et financier) du projet, l'achat d'une voiture du projet ne cesse de s'imposer.

Nous réfléchissons à vous faire une proposition sur les imprévus et les gains de change, s'ils se maintiennent avec le renchérissement des prix.

## 4. EFFETS ET IMPACTS DU PROJET

### 4.1. Quels sont, à ce stade du projet, les changements, attendus ou inattendus, constatés suite à la mise en œuvre du projet ?

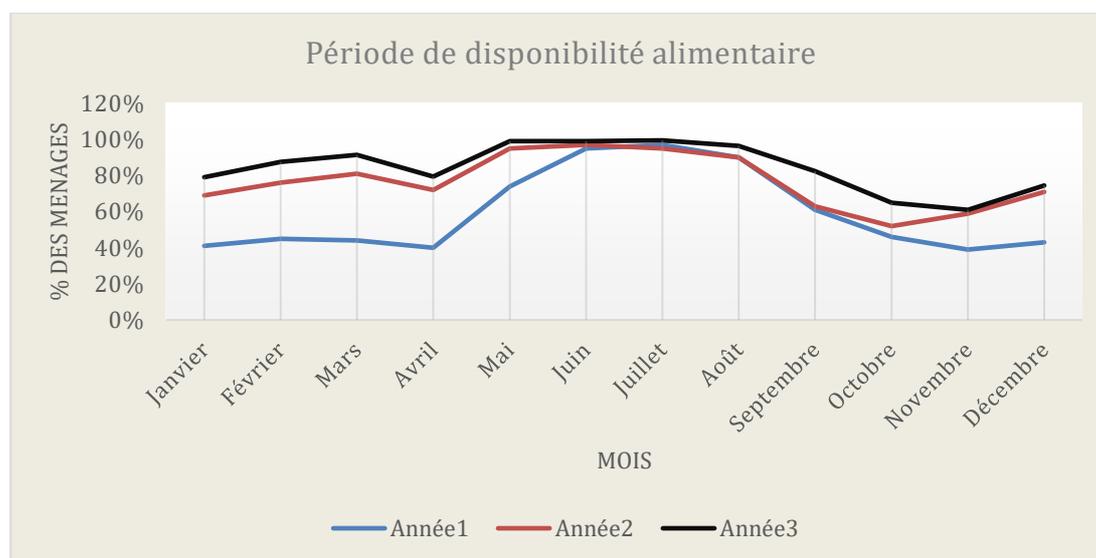
#### a. La continuité alimentaire

Les résultats décrits plus haut ont produit des effets variables. Rappelons que le changement majeur visé porte sur l'amélioration de la continuité alimentaire, celle des revenus et de la fertilité, avec comme impact l'amélioration de la qualité de vie.

Le tableau et le schéma qui suit présente le % des bénéficiaires qui arrivent à couvrir leurs besoins alimentaires en fonction du mois

Tableau 8. Evolution de la couverture des besoins alimentaires au cours de l'année

	Janv	Févr	Mars	Avril	Mai	Juin	juill	Aout	sept	octo	Nov	Dec
An1	41%	45%	44%	40%	74%	94%	97%	90%	61%	46%	39%	43%
An 2	69%	76%	81%	72%	95%	97%	95%	90%	63%	52%	59%	71%
A3	79%	88%	92%	80%	99%	99%	100%	97%	83%	65%	61%	75%



Le pourcentage des ménages capables de couvrir leurs besoins alimentaires tout au long de l'année, n'a cessé d'augmenter sur les trois années du projet, avec des pics en juillet-août et des bas entre octobre et mars (période de soudure)

Plus de 60 % des ménages en l'an 3 peuvent couvrir leurs besoins alimentaires tous les mois, un signe d'une résilience accrue face aux chocs ou aux périodes de soudure.

Un renforcement des capacités de stockage afin de lisser la consommation alimentaire tout au long de l'année et un soutien aux cultures de contre-saison et/ou des activités génératrices de revenus pendant les périodes de soudure peut contribuer à améliorer la continuité alimentaire pendant les mois difficiles.

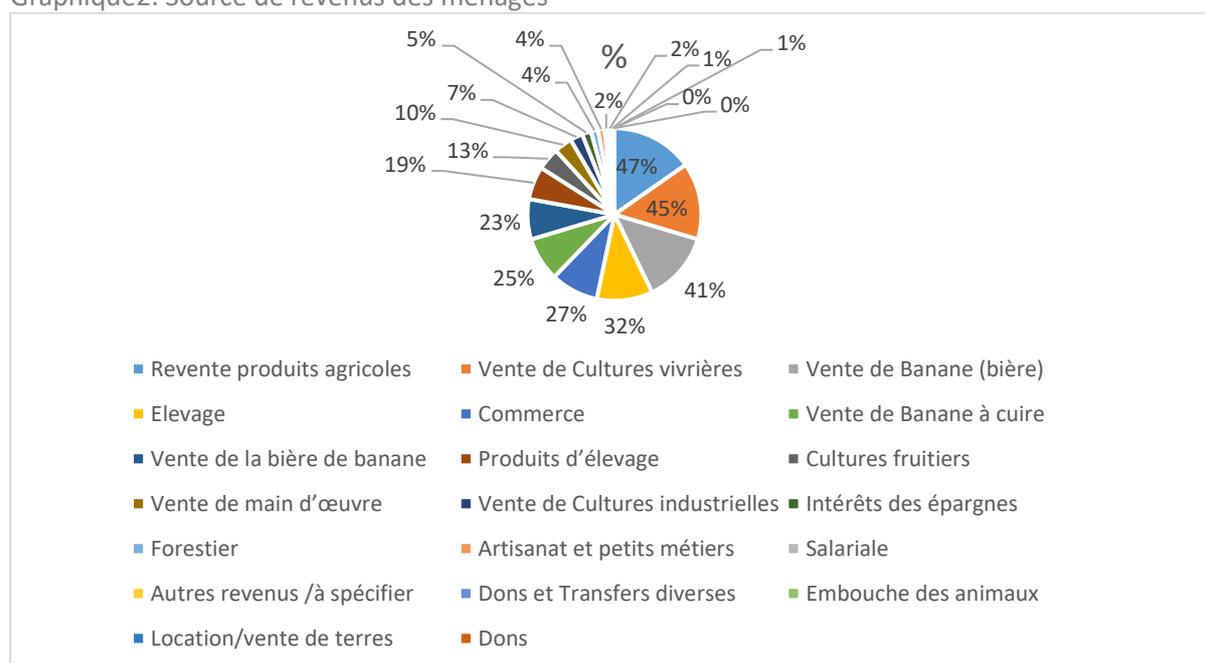
C'est dire que le modèle de l'EFIC reste par excellence la voie pour assurer la sécurité et la souveraineté alimentaire des populations pauvres d'Afrique et que les améliorations que n'a cessé d'y apporter le projet constituent des apports robustes pour le valoriser.

## b. L'amélioration des revenus

La continuité alimentaire s'est accompagnée d'une importante augmentation des revenus, près de 1.5 fois par rapport à l'année passée pour les moyennes et un peu moins pour les médianes, mais le système de traitement informatique choisi par les chercheurs n'est toujours pas terminé, suite à la grande complexité du modèle mathématique mis en place.

Les femmes, bien que partant d'un niveau de revenu inférieur, connaissent une croissance plus rapide de leurs revenus que les hommes, suggérant un rattrapage progressif, puisqu'en 3<sup>ème</sup> année, leurs médianes sont devenues supérieures à ceux des hommes.

Le graphique qui suit montre les sources de revenus des ménages  
Graphique2. Source de revenus des ménages



- Les trois premières sources de revenus, à savoir la revente de produits agricoles (47%), la vente des cultures vivrières (45%), vente de bananes pour la bière (41%), montrent une concentration sur les produits agricoles et en particulier sur la banane, preuve s'il en est que l'amélioration des revenus est essentiellement le fruit du travail d'ADIP, les autres organisations n'étant pas intéressées par cette culture.
- Ces chiffres interpellent aussi quant au rôle pris par les cultures dites spéculatives qui traînent à émerger, un point d'attention pour les prochaines années. Ce sont les cultures fruitières et les produits d'élevage qui talonnent progressivement le bananier.

## c. La continuité (amélioration) de la fertilité

Le tableau 9 montre la capacité de couverture en fumure organique des terres cultivables par les ménages

Tableau 9. Capacité des ménages bénéficiaires à fumer leurs terres sur les 3 années du projet

Année	% ménages et la proportion de terres cultivables couvert par le fumier organique		
	Année 1	Année2	Année3
Couvrant toute la superficie	39%	35%	53%

Couvrant plus de moitié de la superficie	23%	39%	29%
Couvrant la moitié de la superficie	27%	16%	7%
Couvrant moins de la moitié de la superficie	11%	11%	11%
Aucune quantité	0%	0%	0%
Total	100%	100%	100%

La proportion de ménages capables de couvrir toute leur superficie cultivable avec de la fumure organique a augmenté de manière marquée.

Les ménages couvrant plus de la moitié de la superficie avec du fumier ont d'abord augmenté de manière substantielle entre l'année 1 (23 %) et l'année 2 (39 %), avant de diminuer à 29 % en année 3. Ce qui pourrait indiquer une transition des ménages vers une couverture totale de leurs terres, ce qui est confirmé par l'augmentation des ménages couvrant toute la superficie.

De même, la proportion de ménages couvrant exactement la moitié de leur superficie a chuté de manière continue, passant de 27 % en année 1 à seulement 7 % en année 3, soit une migration vers les catégories supérieures, puisque le pourcentage de ménages couvrant moins de la moitié de leur superficie est resté constant à 11 % sur les trois années.

#### d. La qualité de vie

Le tableau ci-dessous présente l'évolution quelques indicateurs d'effet et d'impact du projet. Nos excuses pour le nombre relativement élevé de paramètres non documentés suite à notre inattention de les intégrer dans le nouveau questionnaire d'enquête aujourd'hui piloté par des chercheurs d'université.

Tableau 10. Evolution des indicateurs d'effet et d'impact

	Indicateur	Unité	Valeur Baseline	A1	A2	A3
<b>Capital humain</b>						
1.	Proportion de ménages ayant une mutuelle de santé (mutuelle sans but lucratif)	%	8	6	6	6
2.	Proportion de ménages pouvant assez facilement couvrir des soins de santé de 100.000 francs	%	2	13	14	ND
<b>Capital économique et vulnérabilité</b>						
<b>Hygiène et habitat</b>						
3.	Proportion de ménages atteignant la note de sept sur dix sur l'habitat	%		19	37	53
4.	Proportion de ménages atteignant la note de sept sur dix dans les toilettes	%		48	46	59
5.	Proportion de ménages ayant des compostières	%	61	92	96	99
<b>Élevage</b>						
6.	Proportion de ménages ayant soit une vache, ou plus de trois chèvres, ou plus de trois porcs	%	49		73	75
<b>Moyens de déplacement</b>						
7.	Proportion de ménages ayant au moins un moyen de déplacement	%	17	22	25	ND
<b>Accès à l'information et moyens de communication</b>						

8.	Proportion de ménages ayant une radio	%	40	46	59	ND
9.	Proportion de ménages ayant un téléphone	%	59	74	74	ND
<b>Épargne</b>						
10.	Proportion de ménages ayant une épargne de plus de 200.000 BIF	%	3	24	37,5	ND
11.	Épargne moyenne des ménages	BIF	32.000	166.967	313.711	ND
<b>Capacité de scolarisation</b>						
12.	Proportion de ménages pouvant assez facilement couvrir les frais de scolarisation de tous leurs enfants en primaire	%	64	60	81	94
<b>Alimentation</b>						
13.	Nombre moyen de repas/jour	repas	2	ND	2	2.23
14.	Nombre moyen de repas viande/mois	Repas-viande	2	ND	1	1.44
<b>Gestion de l'exploitation</b>						
15.	Proportion de ménages dont toute l'exploitation est protégée contre l'érosion	%	23	44	57	24
16.	Proportion de ménages ayant plus de dix arbres fruitiers	%	12,5	16	23,5	ND
17.	Proportion de ménages ayant plus de 50 arbres agroforestiers	%	3,3	13	19	ND
18.	Proportion de ménages ayant plus de 100 arbres forestiers	%	10	ND	81	ND
19.	Proportion de ménages ayant facilement accès au bois de chauffage	%	12,5	61	70	ND
20.	Proportion de ménages ayant de la fumure pouvant couvrir toute l'exploitation	%	12	39	35	52
21.	Proportion de ménages pouvant couvrir tous les besoins en engrais	%	35	43,5	62	59
22.	Proportion de ménages ayant plus de trois cultures spéculatives	%	27	35	57	ND
<b>Revenus annuels</b>						
23.	Revenu moyen annuel des cultures spéculatives/ménage	BIF	177.985	192.526	409.606	ND
24.	Revenu moyen annuel des ménages (monétaires)	BIF	320.126	1.092.794	2.405.007	
<b>Capital social</b>						
25.	Nombre moyen de ménages amis	ménages	26	33	36	ND
<b>Capital politique</b>						
26.	Proportion de paysans ayant des responsabilités socio-politiques	%	51	58	49	ND
<b>Capital spirituel</b>						
27.	Proportion de bénéficiaires faisant du bénévolat/ participant aux œuvres bénévoles de la communauté	%	28	92	95	70
<b>Qualité de vie</b>						
28.	Nombre moyen de pagnes que reçoivent les femmes annuellement pour les ménages accompagnés	pagnes	1	1,5	2	1,63

## 4.2. A quels Objectifs du développement durable (ODD), le projet a-t-il contribué (à son échelle) ?

Principal: ODD2

Secondaries : ODD1, ODD13

## 5. TRAITEMENT DES RECOMMANDATIONS ÉMISES PAR LA CT

Tableau 11. Suivi des recommandations de la commission technique

Recommandation	Traitement
Assurer le suivi et l'évaluation sur les 3 éléments (indicateurs, bénéficiaires, consommation du budget dans chaque rapport intermédiaire et final. Les adaptations doivent être communiquées au fur et à mesure tant au niveau qualitatif que quantitatif	Les indicateurs des résultats seront probablement atteints, au vu des dynamiques actuelles en cours La gestion budgétaire est très compliquée au vu du niveau actuel d'inflation et des perturbations importantes des indicateurs macroéconomiques du pays Quant aux bénéficiaires, la piste qui se dessine (à confirmer par la recherche ) serait que l'approche ne réussit que pour des catégories précises de bénéficiaires, ni trop pauvres, ni les mieux nantis du milieu
Proposer une analyse de risque pour limiter le taux de déperdition des bénéficiaires et les mesures de mitigation à introduire	Les déperditions liées à la non concertation au sein des ménages ont fortement reculé suite à la planification conjointe au sein du ménage Mais suite à l'augmentation des revenus, l'exode vers les villes s'est plutôt amplifié, un phénomène récurrent dans les projets qui réussissent, un peu sur le modèle de la concentration des fermes dans les pays développés.

## 6. PARTENARIAT

### 6.1. Quelle a été jusqu'à présent la dynamique du partenariat ? Considérez-vous que la dynamique contribue au renforcement institutionnel du partenaire ? Si oui, comment ?

Pour ADIP, la dynamique de partenariat est excellente aussi bien pour Philea que pour la Fondation Roi Baudouin. Oui certainement, le projet a positionné ADIP comme un des principaux leaders de la société civile burundaise notamment dans le plaidoyer sur les politiques agricoles. Le travail d'ADIP, une toute petite structure, est reconnue par les grandes coopérations bi et multilatérales, même si le passé de son fondateur y joue un rôle encore non négligeable.

### 6.2. Si vous estimez que des aspects de cette dynamique devraient être améliorés, présenter ce que vous prévoyez de mettre en œuvre :

Rein à signaler du côté d'ADIP. Le dialogue permanent permet de trouver un consensus sur les questions éventuelles qui émergeraient.

## 7. SUIVI DU PROJET

### 7.1. Comment s'est déroulé jusqu'à présent le suivi du projet par le partenaire et /ou par l'OM ?

Le suivi par le partenaire va de la base au sommet. Les groupements (GSEM) sont suivis chaque semaine par "les stimulateurs", des animateurs endogènes qui suivent chaque groupement et organisent des visites de stimulation mutuelle qui permettent aux membres des groupements de se conseiller et se coacher mutuellement. Au vu des faiblesses en calcul surtout de certains stimulateurs, a été introduit deux coaches dans chaque commune pour les soutenir.

Un animateur payé (conseiller des stimulateurs) doté d'une moto assure le suivi-conseil des stimulateurs, la formation à la base et apporte du conseil technique et organisationnel aux groupements et aux exploitations.

Deux cadres (un formateur des conseillers des stimulateurs et une coordinatrice des programmes) assurent l'accompagnement des conseillers des stimulateurs et leur formation sous la coordination du Secrétaire général.

Le système de suivi a été mis à rude épreuve par la rareté du carburant tout au long de l'année écoulée (cfr. contexte), ainsi que l'indisponibilité des véhicules à louer, les propriétaires se désengageant de ce business suite à l'irrégularité du carburant.

Le suivi par l'OM se réalise par des échanges réguliers de courriers électroniques et lors des rapports semestriels qui donnent lieu à des commentaires en cas de nécessité.

La phase a débuté par une mission de suivi de l'OM qui figure dans le rapport final de la première phase et qui était accompagné par la responsable "partage des savoirs", le Président d'IREC et la coordinatrice de la plateforme souveraineté alimentaire. Ils ont à côté de visites de suivi participé à une action de plaidoyer sur l'agriculture familiale avant d'organiser un atelier de partage des savoirs sur le financement rural.

Quant à la Fondation Roi Baudouin, elle a réalisé au mois de Mars une mission de suivi du projet qui a nous a donné l'occasion de discuter des principales avancées et des défis aussi bien au bureau que sur terrain.

## 8. PERSPECTIVES ET CONCLUSIONS

### 8.1 Quelles conclusions tirez-vous après cette/ces années ? Quelles perspectives ouvrent-elles pour la suite du projet ?

1. Cette troisième année du RAFIDESTIM constitue une année charnière qui aura servi à asseoir l'ensemble des mécanismes qui font l'objet de l'expérimentation et dont on peut tirer quelques enseignements précieux pour le futur.
2. Le système accumulatif a donné lieu à beaucoup de perturbations au sein des GSEM suite au mauvais remboursement et a été finalement abandonné au profit du système rotatif de la tontine africaine. C'est ce système qui aura permis de développer un mécanisme de constitution d'une fonds pérenne pour l'amélioration des exploitations destiné à pérenniser le matching après le projet.
3. Les nombreuses explications et manœuvres pour soustraire le fonds EFI de l'affectation à la résolution des problèmes urgents n'ont pas suffi pour en dissuader les bénéficiaires et des mesures coercitives s'avèrent nécessaires en particulier en excluant les récalcitrants, mais aussi ceux y contraints par la nécessité, (maladie par exemple) du prochain matching.
4. La compréhension d'un modèle d'agriculture durable dans un contexte où l'approche filière/chaine de valeur règne en maître avec des soutiens très importants prend du temps et c'est aujourd'hui que cette idée commence à prendre ses marques. Nous allons tenter l'idée d'apporter un soutien plus marqué à quelques champions pour servir de remorque aux autres.

5. Si la bananeraie et l'élevage restent les succès les plus visibles sur les exploitations, la promotion de la composante spéculative ne progresse pas comme on le souhaiterait, de sorte que nous envisageons d'accélérer les approvisionnements groupés en intrants de cultures ciblées, ainsi que des formations techniques dédiés. Les voyages d'échange d'expérience devraient également y participer. Le dernier frein qui s'est révélé à nous ce semestre reste le refus ou au moins l'hésitation à investir sur le long terme dans une exploitation dont on n'est pas certain de pouvoir hériter. Un point sur lequel nous allons concentrer notre action de plaidoyer.
6. Les coopératives qui viennent d'être lancées vont jouer un rôle essentiel pour relever ces défis et poser les premiers jalons de l'appropriation de ces mécanismes, aujourd'hui mieux clarifiés. La seconde année va y être concentrée.
7. Comme longuement explicité dans la note de plaidoyer sur le financement direct des ménages, le crédit, même s'il est plus pérenne ne permettra pas de booster rapidement la sortie de la pauvreté des paysans africains et devra s'accompagner de subventions directes à l'image des pays développés. Les pays africains en ont clairement les moyens, mais pas toujours la volonté politique.
8. Enfin, l'approche que nous sommes en train de développer, n'offrira pas un recette magique à toutes les couches de la population. Une frange des paysans, en particulier les plus ambitieux y verra un tremplin pour migrer en ville dans l'espoir d'y trouver un eldorado à l'image de leurs pairs urbains qui cherchent à quitter massivement le pays.

Nous sommes confiants que ce projet permettra de finaliser un modèle d'accompagnement qui permettra de sortir une frange importante des paysans de la paupérisation.

Merci à Philea, à la FGC et à la Fondation Roi Baudouin pour leur soutien.

Bujumbura, le 15 août 2024

Deogratias NIYONKURU  
Secrétaire général de l'ADIP